

Guide de poche

**pour
universitaire en
danger**

**Écrit et mis en page par Benoît Josset,
Anita Lunić, Andrea Pető & Rose Sikkink**

Mentions légales

Éditeur : Stiftung Dokumentationsarchiv des
österreichischen Widerstandes

Wipplingerstraße 6 – 8, 1010 Vienne, Autriche

Responsables du contenu : Benoît Josset, Anita Lunić,
Andrea Pető & Rose Sikkink

Traduction : Marie Ruiz, Rose Sikkink

Partenaires : COST. European Cooperation in Science &
Technology (cost.eu), Democratisation at Stake.

Comparing Anti-Gender Politics ([comparing-
antigender-politics.eu](http://comparing-antigender-politics.eu)), Dokumentationsarchiv des
österreichischen Widerstandes (doew.at), OPEN COST
Action (au.dk/opencostaction) & Österreichische
Hochschüler_innenschaft (oeh.ac.at)

Graphisme : lwz.studio

DOI doi.org/10.5281/zenodo.19730171

Édité en France, 2026

Les versions traduites sont basées sur le texte original
anglais. L'éditeur décline toute responsabilité quant
aux traductions.

Guide de poche pour
universitaire en danger

SOMMAIRE

Avant-propos
Introduction

COMMENT RECONNAÎTRE LES ATTAQUES ? SIGNES D'ALERTE

- 24 Au niveau individuel**
- 25 Au niveau institutionnel**
- 26 Au niveau structurel**
- 27 Signes d'alerte propres à certains domaines**
- 28 Signes d'alerte liés à la communication**

TYPES D'ATTAQUES

- 31 Atteintes à la sécurité personnelle**
- 32 Attaques financières ou liées à la carrière**
- 32 Violences psychologiques ou émotionnelles**
- 33 Atteintes à l'intégrité de la recherche**
- 34 Attaques numériques visant les chercheurs**

COMMENT RECONNAÎTRE QUE VOUS VOUS Y CONFORMEZ SANS LE SAVOIR OU QUE VOUS PRATIQUEZ L'AUTOCENSURE ?

- 37 L'autocensure dans la recherche**
- 39 L'autocensure dans l'enseignement**
- 39 L'autocensure dans le débat public**
- 40 Les effets de l'autocensure sur le corps et l'esprit**

SOMMAIRE

À QUI S'ADRESSER ?

- 44 Au sein de l'université**
- 45 Pour un soutien juridique**
- 46 Pour une action collective**
- 47 Pour sa sécurité**
- 48 Pour un soutien externe ou international**

STRATÉGIES DE SURVIE

- 50 Dé-spécification**
- 51 Diversification**
- 51 Stratégies de protection collective**
- 52 Sécurité financière**
- 53 Développer des réseaux**
- 54 Soutien en santé mentale et bien-être**
- 55 Utiliser le potentiel de la communication**
- 56 Stratégies de sortie ou de mobilité**

RÉSILIENCE NUMÉRIQUE ET PROTECTION DES DONNÉES

- 59 Protéger ses données au quotidien**
- 59 Protéger ses données en déplacement**
- 60 Protéger les données liées à la recherche**
- 61 Que faire si vos données ont été compromises / volées ?**

Lectures recommandées

Liens utiles

L'érosion de la liberté académique apparaît rarement du jour au lendemain

Professeure Katja Brøgger, *Coordinatrice de l'Action COST OPEN* et Dr. Reina Zenelaj, *Vice-coordinatrice*

À travers l'Europe, l'enseignement supérieur est reconfiguré par des recompositions géopolitiques, des politiques d'austérité, des orientations politiques illibérales, ainsi que des formes plus lentes et moins évidentes d'érosion au sein même des démocraties libérales. Cette reconfiguration redéfinit les modes de gouvernance universitaire et restreint les conditions d'exercice du travail académique, exerçant des pressions croissantes sur l'autonomie institutionnelle, la liberté académique et l'ouverture des systèmes de recherche. Le défi n'est pas seulement institutionnel, remplaçant les établissements d'enseignement supérieur dans des structures de pouvoir et de gouvernance en mutation, il est aussi profondément personnel. Il touche à la manière dont les universitaires et les acteurs de l'enseignement supérieur perçoivent la valeur et la finalité de leur travail dans des espaces politiques de plus en plus disputés, façonnés par des dynamiques nationales, régionales et géopolitiques. Malgré la multiplication des analyses scientifiques, des rapports de politiques publiques et des indices documentant ces pressions, de nombreux universitaires sont déconcertés face à l'accélération de ces transformations.

Ce guide de poche entend répondre à ce manque d'information. Il ne propose ni une liste universelle, ni un ensemble d'instructions prescriptives. Il offre plutôt une ressource pratique et sélective que les universitaires, les personnels administratifs et les étudiants peuvent mobiliser en fonction de leur position institutionnelle et du contexte politique dans lequel ils exercent. Les différentes sections de ce guide évoquent des rôles, des environnements et des niveaux de risque variés. Pour celles et ceux qui souhaitent un engagement plus approfondi, OPEN propose également des formations à la résilience académique, développées et testées à Tirana (2025) et à Vienne (2026), et qui ont contribué à nourrir ce guide.

Élaboré dans le cadre de deux Actions COST, ce guide synthétise des réflexions collectives issues de nos réseaux de recherche. Son principe central est que l'érosion de la liberté académique apparaît rarement du jour au lendemain. Les menaces pesant sur elle et l'intégrité institutionnelle commencent souvent de manière insidieuse : une modification de procédure par ici, un changement d'attentes par là, un resserrement discret de ce qui est considéré comme un discours ou un savoir acceptable. Ce qui peut sembler être un incident isolé peut, avec le temps, révéler une transformation structurelle plus profonde. C'est pourquoi ce guide propose des outils pour identifier les signes d'alerte, distinguer les frictions institutionnelles ordinaires des risques les plus graves, et envisager des réponses proportionnées.

Somme toute, ce guide vise à renforcer la capacité des acteurs académiques à faire face à ces pressions et à favoriser des approches réparatrices

permettant de reconstruire la confiance, l'autonomie et la dignité professionnelle là où elles ont été fragilisées. En dotant les individus et les institutions de cadres d'analyse plus clairs, de voies de soutien accessibles et de stratégies concrètes, nous espérons contribuer à un paysage européen de l'enseignement supérieur où l'ouverture, l'esprit critique et la liberté académique demeurent protégés, même en période d'incertitude géopolitique et de recul démocratique.

L'Action COST OPEN répond à ces défis en combinant coordination de la recherche et activités de renforcement des capacités. OPEN analyse la manière dont la montée des nouveaux nationalismes et les tensions géopolitiques exercent une pression croissante sur l'ouverture de l'enseignement supérieur et de la recherche en Europe, et en examine les implications pour l'avenir du continent. Ces évolutions affectent des valeurs et des droits fondamentaux tels que la liberté académique et l'autonomie universitaire.

En réunissant des chercheurs issus de plus de 40 pays européens, OPEN fait converger des perspectives pan-européennes et interdisciplinaires sur l'université en temps de crise.

Ce guide de poche contribue spécifiquement à renforcer l'impact d'OPEN en offrant aux individus et aux institutions d'enseignement supérieur des outils pratiques et des perspectives pour naviguer à travers ces transformations. Les outils présentés sont le fruit de deux années de travail collaboratif au sein de l'Action, en particulier du groupe de travail 4, incluant la collecte de données, les échanges d'expertise au sein du réseau et l'implication des partenaires du projet.

L'autoritarisme divise, atomise et isole

Andreas Kranebitter

Directeur du Centre de documentation de la Résistance autrichienne

L'autoritarisme est véritablement anti-scientifique. Aujourd'hui, il se manifeste principalement sous sa forme d'extrême droite, recherchant, par exemple, une vision de l'histoire dépourvue de toute contradiction et construisant un mythe d'origine fasciste qui imagine un peuple ethniquement homogène et « naturel », conduit à la grandeur nationale par des moyens autoritaires. Le programme politique de l'autoritarisme d'extrême droite consiste à restaurer cet état originel prétendument perdu, à remonter politiquement le temps face à un présent menaçant – tout changer pour que rien ne change. L'extrémisme d'extrême droite suit ainsi une logique intrinsèque lorsqu'il s'oppose rigoureusement aux luttes émancipatrices pour l'égalité menées par une grande variété de minorités, qu'il s'agisse des revendications des mouvements sociaux, des minorités sexuelles, des mouvements féministes ou des minorités ethniques. L'autoritarisme les perçoit tous comme une menace pour le mythe fondateur. Les représentants de ces minorités sont désignés comme des ennemis car ils seraient responsables de la perte de la grandeur originelle – et sont combattus aux côtés de ceux qui considèrent le mythe fondateur comme une

invention imaginaire, qui démasquent le mythe en le qualifiant comme tel. Il s'agit principalement de journalistes critiques et de chercheurs (en sciences sociales), qu'ils travaillent dans le domaine des études de genre ou de la recherche sur l'extrémisme d'extrême droite, des études historiques ou des sciences du climat. Leur quête de la vérité est incompatible avec la nécessité de construire des mythes. Ainsi, les mouvements émancipateurs et la recherche critique ont au moins un point commun : ils se heurtent à une hostilité farouche.

Cette rhétorique autoritaire est aussi violente que banale. On pourrait penser que l'humanité a suffisamment appris à connaître et à comprendre la banalité de l'agression d'extrême droite au cours du XXe siècle. Que tirer les leçons de l'histoire signifie mettre un terme à l'agression autoritaire par des moyens démocratiques suffisamment tôt. Pourtant, à chaque résurgence de l'autoritarisme, les mêmes processus sociaux semblent se répéter : de larges pans de la société agissent comme un lapin pris dans les phares de l'agression, prenant leurs distances par rapport à ceux qui sont attaqués dans une tentative désespérée de sauver leur peau, choisissant de rester silencieux, de s'abstenir de publier ou de s'exprimer haut et fort sur ce qui se passe.

L'autoritarisme divise, atomise, isole et érode la solidarité. Si nous voulons empêcher cela, nous devons y faire face par des efforts internationaux, interdisciplinaires et multiformes. Nous devons nous rassembler, forger des alliances et faire preuve de solidarité. C'est tout l'objet de ce « Guide de poche pour les universitaires victimes d'attaques ». Je tiens

à remercier Andrea Petö et son équipe de projet d'avoir donné vie à ce guide avec tant d'enthousiasme – et je n'ai pas hésité à promettre le soutien du DÖW. Après tout, nous pourrions aussi chanter des chants sur les attaques contre notre intégrité académique et le droit même de notre institution à exister, sur la prise de distance et l'effondrement de la solidarité, mais aussi sur le contraire de tout cela. Espérons donc que ce Guide de poche trouve un large public – et de nombreux imitateurs.

Actualité de la liberté académique

Éric Fassin

professeur de sociologie et d'études de genre, Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis, membre senior de l'Institut Universitaire de France.

C'est l'actualité qui nous oblige à penser la liberté académique. Autrement dit, c'est un concept forcément politique. Tant que nos universités ne sont pas la cible privilégiée des pouvoirs, politiques, mais aussi économiques et religieux, nous nous satisfaisons volontiers de la confondre avec la liberté d'expression. Puis, sous la menace, quand nous commençons à en distinguer la liberté académique, il nous faut encore faire tout un travail de définition. C'est une liberté professionnelle, liée aux fonctions d'enseignement et de recherche. Le périmètre de ces libertés académiques (au pluriel) comprend aussi la liberté extra-muros, qui doit permettre de s'exprimer publiquement, au-delà même de son étroite expertise, à partir des savoirs et savoir-faire de son métier. En France, l'exercice de la liberté académique passe par l'auto-gouvernement, soit la collégialité et la cooptation, auxquelles il faut ajouter les franchises universitaires, pouvoir de police et de justice reconnu aux institutions universitaires. Or ce sont toutes ces libertés qui sont menacées aujourd'hui en même temps que le principe qui fonde la liberté académique : l'indépendance face à tous les pouvoirs.

Bien sûr, nous vient aussitôt à l'esprit l'offensive de Donald Trump aux États-Unis, et d'épigones comme Javier Milei en Argentine. Mais la Turquie de Recep Tayyip Erdoğan ou la Hongrie de Viktor Orbán avaient ouvert la voie, suivies du Brésil de Jair Bolsonaro – sans parler de la Russie de Vladimir Poutine, de l'Inde de Narendra Modi ou de la Chine de Xi Jinping, et tant d'autres. Cette dérive anti-intellectualiste ne s'arrête plus aux régimes ouvertement autoritaires ; les régimes qui, face à l'illibéralisme revendiqué par certains, se proclament libéraux, ne font pas exception. Ainsi en va-t-il de la France, où se multiplient les campagnes, non seulement contre la *cancel culture* ou le *wokisme*, mais aussi contre l'islamogauchisme et l'antisémitisme censés gangrener le monde universitaire. Le président de la République, Emmanuel Macron, n'a-t-il pas confié au journal Le Monde, dès juin 2020, au sortir du premier confinement : « Le monde universitaire a été coupable. » De quoi ? Avec « l'ethnisation de la question sociale », rien moins que de « casser la République en deux. »

Aussi est-il grand temps que la profession s'organise. Pour défendre la liberté académique, la première chose à faire, c'est de l'identifier. En effet, il en va des violences autoritaires et néolibérales contre le monde universitaire comme des violences sexuelles et sexistes : pour combattre celles-ci, il y a eu besoin de donner un nom au harcèlement sexuel, au date rape, au féminicide. Il faut maintenant nommer la liberté académique pour la définir nous-mêmes –

faute de quoi elle sera définie à nos dépens. C'est la condition d'une prise de conscience dont participe le guide que l'on va lire. Il est urgent de nous armer, intellectuellement et politiquement, contre toutes ces attaques. C'est un enjeu théorique, mais aussi une question pratique : que faire ? Commençons par faire front ensemble, comme nous y invite ce guide : collectivement, institutionnellement et internationalement.

La liberté académique en France – quelques initiatives actuelles

Thibaud Boncourt

Professeur de science politique à l'Université Jean Moulin Lyon 3, laboratoire Triangle (UMR5206). Membre junior de l'Institut universitaire de France (IUF)

Face à la multiplication des atteintes à la liberté académique, diverses initiatives ont récemment vu le jour en France pour défendre cette liberté. Ainsi notamment de l'ALIA (Association pour la liberté académique : <https://liberte-academique.fr/>), association interdisciplinaire active sur plusieurs fronts, notamment celui du recours au droit. Ainsi aussi de la CAALAP (Coordination Antifasciste pour l’Affirmation des Libertés Académiques et Pédagogiques : <https://caalap.fr/>), qui a pour particularité de rassembler aussi bien des universitaires que des enseignant·es des établissements primaires ou secondaires. Les syndicats de l'enseignement supérieur et de la recherche, de même que des collectifs comme RogueESR (<https://rogueesr.fr/>), se sont également saisi de l'enjeu et prennent part aux mobilisations collectives. Plusieurs associations disciplinaires ou sous-disciplinaires, comme la Société des Etudes sur le Moyen-Orient et les Mondes Musulmans (SEMOMM : <https://semomm.hypotheses.org/>) et le CLES (Comité pour la Liberté d'Expression Scientifique : <https://cles.hypotheses.org>), œuvrent également beaucoup pour identifier et dénoncer

les attaques. Des collectifs de recherche comme la chaire France-Québec sur les enjeux contemporains de la liberté d'expression (Colibex : <https://libexpress.hypotheses.org/>) ont quant à eux cherché à nourrir les réflexions collectives sur ces enjeux par le biais de publications, de rencontres scientifiques et de formations thématiques.

La situation de menace ou d'attaque est souvent inédite pour les victimes, qui sont d'autant plus demandeuses d'aide et de ressources. Le présent guide répond à cette demande, tout comme d'autres initiatives. L'OALA (Observatoire des atteintes à la liberté académique : www.afsp.info/activites/observatoire-oala/), créé conjointement par l'Association française de science politique et l'Association française de sociologie, propose ainsi conseil et soutien aux victimes relevant de ces disciplines et, plus largement, partage via son site internet des retours d'expériences et des connaissances pratiques pour faire face à diverses formes d'attaques et de situations difficiles.

On peut tirer de ce foisonnement d'actions et d'engagements collectifs un réconfort : la communauté académique, en France et ailleurs, s'emploie à identifier les menaces et à s'organiser pour y résister, en dépit des ressources limitées dont elle dispose. Dans l'optique des séquences électorales à venir, la poursuite et la coordination de ces engagements apparaît cruciale.

2027, année de luttes

Valentin Behr

politiste, chercheur au CNRS

La publication de ce guide en français à la rentrée 2026 prend une signification particulière. Elle intervient dans un contexte marqué par une détérioration des budgets des universités et des établissements de recherche, ainsi qu'une forte incertitude quant à ce que l'année 2027 réserve au monde de l'enseignement supérieur et de la recherche. La conjonction d'une dette publique importante et d'une absence de majorité à l'Assemblée nationale a déjà habitué la communauté universitaire à travailler, ces deux dernières années, dans un environnement hasardeux, fait de « services votés », de « remontées de crédits », de recrutements annulés et de dépenses gelées.

La fusion annoncée du CNRS et de l'IRD, ou un récent rapport de la Cour des comptes préconisant le redéploiement de milliers de chercheurs des organismes de recherche vers les universités, signalent un environnement institutionnel qui, sous couvert d'efficacité budgétaire et de compétitivité de la recherche français à l'international, est avant tout caractérisé par une gestion de la pénurie.

L'anxiété ambiante est redoublée par les échéances électorales de 2027 et la perspective d'une victoire possible de l'extrême droite. Après la Hongrie, la Pologne et les États-Unis, il n'est plus possible de faire comme si on ignorait ce que signifie un pouvoir

d'extrême droite pour l'université.

En bref, les conditions d'exercice du métier d'enseignant-chercheur changent. Il s'agit de produire et transmettre des connaissances par gros temps, en sachant que le pire est peut-être à venir.

Le grand mérite de ce guide est de nous inviter à considérer ces enjeux ensemble, comme une série de dangers pour la liberté académique, et plus généralement pour les conditions de production d'une science autonome et critique.

En mettant des mots sur nos maux, ce guide propose non seulement un diagnostic, mais aussi des ressources. Non pas seulement pour « faire avec » un contexte défavorable voire hostile, mais pour trouver, collectivement, des débouchés pratiques : prendre conscience, se réunir, analyser, débattre, et se mobiliser ; à l'université, mais aussi en lien avec d'autres secteurs du service public, d'autres groupes socioprofessionnels, d'autres organisations (syndicales, associatives), y compris internationalement. Vaste programme, auquel ce guide offre une contribution à point nommé.

Introduction

L'enseignement supérieur subit de fortes pressions à mesure que convergent l'austérité financière, les influences politiques autoritaires et les systèmes de gestion fondés sur l'intelligence artificielle. Ensemble, ces forces transforment en profondeur le fonctionnement des universités dans l'Espace européen de l'enseignement supérieur et au-delà. Ces pressions affectent tous les aspects, allant de l'autonomie institutionnelle et de la liberté académique aux priorités de recherche et aux pratiques de recrutement. En conséquence, les universités sont confrontées à une instabilité croissante et doivent s'adapter rapidement pour continuer d'assurer leurs missions fondamentales d'enseignement et de recherche.

Ces attaques sont souvent qualifiées d'atteintes à la liberté académique, de plus en plus comprises non seulement comme une norme professionnelle, mais aussi comme faisant partie des droits plus larges à la liberté d'expression et à l'éducation. Les cadres internationaux (UNESCO, Conseil de l'Europe, ONU, etc.) soulignent qu'elle nécessite à la fois des mécanismes institutionnels de protection et des voies de recours effectives. Ce guide propose des moyens et des ressources pour exercer la liberté académique et agir lorsque les mécanismes institutionnels font défaut.

Ce guide vise à aider les universitaires et le personnel de l'enseignement supérieur à s'orienter dans ce contexte difficile marqué par un paradoxe central : alors que les recherches académiques sur les attaques contre la liberté académique — ainsi que les conférences, rapports

politiques et indices — continuent de se développer, les universitaires individuellement restent souvent déstabilisés et sans soutien accessible au cœur de la tourmente.

Les universités changent rarement du jour au lendemain. L'érosion de la liberté académique et de l'intégrité institutionnelle commence généralement par de petits changements, tels que des modifications procédurales subtiles, des attentes transformées, des pressions informelles ou des redéfinitions discrètes de ce qui constitue un travail scientifique légitime. Mais ce qui semble d'abord être un incident isolé peut, avec le temps, révéler une transformation structurelle plus profonde. Ce document est conçu pour aider à s'orienter dans de tels moments.

Son objectif n'est pas de présumer de la mauvaise foi, mais d'affiner la perception et le jugement. Faire la distinction entre des tensions institutionnelles ordinaires et des schémas signalant une dégradation plus grave exige de l'attention et de la préparation. Ce guide s'appuie sur une analyse de points de rupture au cours des quinze dernières années, durant lesquels la liberté académique et l'autonomie institutionnelle ont été attaquées.

Ces cas fournissent des exemples concrets de la manière dont des pressions externes — politiques, financières et administratives — peuvent rapidement s'intensifier et devenir des menaces plus larges pour l'environnement académique, ainsi que des stratégies auxquelles les acteurs individuels et institutionnels peuvent avoir recours pour préserver l'existant.

Sur la base de ces constatations, le guide propose des pistes permettant aux lecteurs de reconnaître les signaux

d'alerte précoces dans leur propre environnement, de garder une trace consciente des ressources existantes et de développer leurs propres stratégies de résilience. Les pages qui suivent offrent un cadre pour reconnaître les défis émergents, envisager des réponses adaptées et identifier des voies possibles de soutien.

Les recherches montrent que les universitaires sont souvent mal préparés et que les infrastructures de soutien restent faibles. Tout simplement savoir à qui s'adresser — et s'il existe quelqu'un qui peut écouter — peut faire une différence cruciale lorsqu'un universitaire est contraint d'agir en situation de crise. Il ne s'agit pas d'une liste de pointages ni d'un manuel pratique, mais d'un guide d'appui : une ressource à consulter de manière sélective selon votre position institutionnelle et votre environnement politique.

Les différentes sections s'adressent à des acteurs et des situations variés, car il n'existe pas de solution unique adaptée à tous les cas.

Apprendre à exercer la liberté académique ne s'arrête pas à ce guide.

En plus d'une introduction à ce guide en ligne d'une durée de deux heures, les auteurs proposent également une formation à la résilience académique, organisée en huit modules de deux heures visant à explorer les moyens d'améliorer la résilience au sein de la communauté académique. Bien que ce programme s'adresse principalement aux chercheurs et universitaires en début de carrière, il est également ouvert au personnel universitaire, aux enseignants-chercheurs, aux responsables académiques et aux défenseurs de la liberté académique.

La formation aborde les défis juridiques, numériques, liés à la santé mentale, pratiques et scientifiques auxquels sont confrontés les chercheurs dans des environnements hostiles.

Si ces formations vous intéressent, n'hésitez pas à visiter notre site : www.academicresilience.eu et à nous contacter par courriel : academicresilience@proton.me
Les atteintes à la liberté académique et à l'intégrité institutionnelle commencent souvent par des signaux qui passent facilement pour des incidents isolés ou des malentendus.

**Comment
reconnaître
efficacement
les attaques ?
Les signes
d'alerte**

Cette sous-section présente des signes d'alerte précoces à différents niveaux (personnel, institutionnel, structurel et culturel), afin de vous aider à identifier des schémas avant qu'ils ne dégénèrent en formes plus directes de pression ou d'abus.

Au niveau individuel

Le ciblage individuel apparaît souvent en premier et peut inclure des tentatives, subtiles ou explicites, d'intimidation, d'isolement, de délégitimation ou d'épuisement. Les signes d'alerte individuels peuvent refléter des aspects normalisés de la vie académique sur le marché du travail actuel, individualisé, difficile et compétitif.

Cependant, le risque augmente lorsque plusieurs indicateurs apparaissent simultanément ou commencent à s'inscrire dans un schéma systématique.

Cela peut se manifester par

- ▶ une ambiguïté ou un manque de clarté de la part des institutions académiques concernant les droits, les responsabilités et les protections disponibles
- ▶ la stigmatisation ou la délégitimation de chercheurs individuels, de leur travail ou de leur statut académique
- ▶ le détournement cognitif et la minimisation, notamment lorsque les préoccupations sont rejetées ou requalifiées en défaillances personnelles
- ▶ des attaques en ligne ou du harcèlement ciblé sur les réseaux sociaux, souvent destinés à faire taire ou discréditer les chercheurs

- ▶ l'intimidation ou la coercition, allant de pressions subtiles à des menaces explicites visant à influencer les comportements ou les trajectoires de recherche
- ▶ le cyberharcèlement et d'autres formes de harcèlement numérique, y compris des campagnes coordonnées

Au niveau institutionnel

Les signes d'alerte institutionnels incluent des procédures et des prises de décision irrégulières ou opaques, la censure et des tentatives de reconfigurer la gouvernance, d'affaiblir les mécanismes internes de contrôle et d'équilibre ou de marginaliser certains domaines académiques.

Cela peut se manifester par

- ▶ la nomination de représentants contournant les procédures ou règles établies, ce qui compromet la transparence et la confiance
- ▶ le clientélisme, incluant un traitement préférentiel en matière de recrutement, de promotion, de répartition du travail ou d'accès aux ressources
- ▶ l'absence de politiques institutionnelles claires ou de mécanismes de responsabilité, créant de l'incertitude et de la vulnérabilité
- ▶ des coupes budgétaires affectant de manière disproportionnée certains départements ou domaines de recherche, souvent ceux jugés sensibles ou politiquement gênants
- ▶ la centralisation du pouvoir et l'introduction de décisions descendantes, réduisant la participation

- académique et les mécanismes de contrôle
- ▶ des changements procéduraux soudains affectant l'évaluation, le financement, la promotion ou les procédures disciplinaires sans consultation adéquate
 - ▶ l'imposition de protocoles stricts concernant ce qui peut être dit publiquement (par exemple, sur les réseaux sociaux ou lors d'entretiens), limitant ainsi la liberté d'expression et l'autonomie des universitaires
 - ▶ la censure institutionnelle des résultats de recherche, des événements ou des débats universitaires qui remettent en cause les discours dominants
 - ▶ la fermeture ou la fusion de départements sans justification académique, affaiblissant souvent les disciplines critiques ou vulnérables
 - ▶ l'intimidation ou l'instauration d'une culture de la peur, décourageant la dissidence et étouffant les préoccupations légitimes

Au niveau structurel

Les signes d'alerte structurels proviennent souvent de l'extérieur de l'institution mais affectent directement son autonomie et son fonctionnement

Cela peut se manifester par

- ▶ des interventions gouvernementales dans la gouvernance universitaire, y compris des modifications des modes de désignation des

- dirigeants ou des structures de décision
- ▶ des changements législatifs ou réglementaires qui restreignent la liberté académique, les programmes de recherche ou l'autonomie institutionnelle
 - ▶ des pressions politiques exercées sur les universités pour qu'elles s'alignent sur des agendas nationaux ou des priorités idéologiques
 - ▶ une réduction du financement public conditionnée à la conformité à des attentes politiques
 - ▶ des ingérences dans les procédures d'accréditation ou d'assurance qualité
 - ▶ la mise en place de frais différenciés pour l'accès à l'enseignement supérieur.

Signes d'alerte spécifiques aux disciplines

La délégitimation publique, une répartition inégale ou disproportionnée des ressources, des obstacles à la publication et d'autres formes de négligence institutionnelle peuvent signaler des tentatives de limiter la liberté académique et de restreindre certains domaines de recherche.

Cela inclut

- ▶ l'absence de soutien institutionnel pour certains thèmes, domaines ou disciplines, laissant les chercheurs isolés ou incapables de faire progresser leurs travaux
- ▶ des coupes budgétaires disproportionnées ciblant certains domaines scientifiques ou thématiques, affaiblissant leur capacité à fonctionner
- ▶ désaveu public et ou délégitimation de certains domaines de recherche, sapant leur crédibilité et décourageant les investigations
- ▶ la réduction ou la suppression des possibilités de financement pour certains thèmes, domaines ou disciplines, restreignant de facto le champ des recherches possibles
- ▶ des restrictions à la publication ou à la collaboration dans certains domaines, disciplines ou thématiques, limitant les échanges académiques et la liberté intellectuelle

Signes d'alerte liés à la communication

Les évolutions de la culture de communication peuvent signaler des menaces émergentes pour la liberté académique.

Cela inclut

- ▶ un manque de transparence dans les processus décisionnels, laissant le personnel dans l'incertitude quant à la manière et aux raisons des décisions prises

- ▶ une ambiguïté dans l'attribution des rôles, des responsabilités ou des droits, créant de la confusion et permettant des interprétations arbitraires
- ▶ l'exclusion des réunions, y compris l'absence d'invitation à des discussions pertinentes pour le travail de recherche
- ▶ un recours croissant à des canaux décisionnels informels ou non documentés, contournant les mécanismes de responsabilité
- ▶ l'absence de consultations adéquates, réduisant les possibilités de participation et de gouvernance partagée
- ▶ la fantômisisation ou le détournement cognitif, lorsque la communication est interrompue, les préoccupations sont rejetées ou la réalité est déformée



LES TYPES D'ATTIQUES

Toutes les attaques ne prennent pas la même forme. Les atteintes à la liberté académique peuvent être directes (sanctions), indirectes (pressions institutionnelles) ou réputationnelles (ciblage et délégitimation).

Cette sous-section classe les attaques selon leur cible principale ou leur mode d'atteinte.

Atteintes à la sécurité personnelle

Ces attaques visent à réduire au silence par la peur et peuvent s'étendre au-delà du lieu de travail jusque dans la vie privée.

Elles incluent

- ▶ le harcèlement ou la traque, incluant de l'attention non désirée persistante, la surveillance ou l'intrusion dans les espaces personnels ou professionnels
- ▶ la divulgation de données personnelles, c'est-à-dire la publication d'informations personnelles privées ou sensibles dans le but de nuire, d'intimider ou de réduire au silence
- ▶ la violence physique ou l'intimidation, allant des menaces à des actes d'agression visant à susciter la peur ou à empêcher le travail académique

Attaques financières ou liées à la carrière

Les attaques financières ou liées à la carrière sont souvent difficiles à prouver, mais très efficaces pour créer de la vulnérabilité.

Elles incluent

- ▶ la non-divulgaration d'informations relatives à l'emploi ou au financement, créant une incertitude quant au statut, à la sécurité ou à d'éventuels conflits d'intérêts
- ▶ empêcher les chercheurs de mener leurs projets en refusant de leur accorder des congés pour du travail de terrain ou des conférences
- ▶ le recours à de nombreux contrats à durée déterminée, créant un climat d'insécurité et de vulnérabilité quant au renouvellement des contrats
- ▶ des processus d'évaluation, de promotion ou de recrutement flous ou manipulés, permettant des décisions arbitraires et limitant une progression équitable
- ▶ le sabotage de carrière, incluant le blocage de l'accès aux financements, aux collaborations, aux postes de direction ou à de nouvelles fonctions

Violence psychologique ou émotionnelle

Ces pratiques érodent la confiance et la crédibilité.

Elles incluent

- ▶ la fantômisatation ou l'isolement au sein de l'institution, incluant l'exclusion des communications, des réunions ou des processus décisionnels
- ▶ le détournement cognitif, lorsque les préoccupations sont rejetées, déformées ou reformulées pour miner la confiance
- ▶ l'intimidation, le harcèlement ou la coercition visant à influencer les comportements ou à décourager une activité académique légitime
- ▶ l'humiliation publique ou les campagnes de diffamation visant à nuire à la crédibilité professionnelle et à faire taire les chercheurs

Atteintes à l'intégrité de la recherche

Ces attaques portent atteinte à l'autonomie scientifique et à la crédibilité.

Elles peuvent inclure

- ▶ l'attribution de tâches administratives excessives ou répétitives, empêchant les chercheurs de se concentrer sur leur travail académique principal
- ▶ la mise au silence des chercheurs en les obligeant à enseigner des cours éloignés de leurs intérêts et compétences
- ▶ des interférences dans les publications, les résultats de recherche, les idées ou les activités académiques, y compris des retards ou des entraves
- ▶ la délégitimation de certains thèmes, domaines ou

disciplines de recherche, souvent pour décourager l'enquête ou réduire leur visibilité

- ▶ la remise en cause de la crédibilité, par exemple en contestant les compétences, en diffusant des doutes ou en relayant des discours discréditants
- ▶ des accusations infondées de faute, utilisées pour intimider ou déstabiliser les chercheurs
- ▶ la censure ou la mise au silence, incluant la suppression de résultats de recherche, d'idées, d'événements ou de discussions académiques

Attaques numériques visant les chercheurs

Les attaques numériques visent à perturber, discréditer ou intimider les chercheurs en exploitant leurs outils et plateformes en ligne.

Elles prennent généralement les formes suivantes

- ▶ campagnes de désinformation : diffusion ciblée de fausses informations sur les réseaux sociaux pour nuire au travail ou à la réputation d'un chercheur (par exemple, citations erronées, faux comptes)
- ▶ fuite de données sensibles : diffusion non autorisée de courriels privés, de manuscrits non publiés ou d'évaluations confidentielles
- ▶ le cyberharcèlement et la divulgation de données personnelles: harcèlement en ligne (menaces, abus) ou publication d'informations personnelles (adresse, numéro de téléphone) pour intimider
- ▶ hameçonnage et usurpation d'identité : messages

frauduleux imitant des collègues ou des institutions afin de voler des identifiants ou diffuser de fausses informations

- ▶ attaques par déni de service distribué (DDoS) : surcharge du site web ou de la plateforme d'un chercheur afin de le rendre inaccessible
- ▶ rançongiciels : chiffrement de fichiers critiques (manuscrits, jeux de données) contre rançon
- ▶ vol de mots de passe : accès non autorisé à des comptes professionnels (courriels, bases de données) afin de manipuler ou supprimer des travaux

**Comment
savoir que
vous vous
engagez
dans
l'autocensure ?**

Les attaques directes contre des individus, des domaines d'étude ou des universités peuvent compromettre la liberté académique. Toutefois, celle-ci peut également être menacée de manière plus insidieuse, contraignant les universitaires et/ou les étudiants à recourir à l'autocensure, parfois même sans en avoir conscience. Les restrictions ne proviennent pas uniquement de l'extérieur ; elles peuvent également apparaître lorsque les chercheurs intériorisent les risques perçus et ajustent leur comportement en amont. Il est facile de ne pas percevoir le moment charnière où l'on commence à s'imposer des limites dans son travail. Cette autocensure peut se diffuser par des « avertissements amicaux » d'autres universitaires, par le harcèlement ou comme un mécanisme de mise au silence préventif.

L'autocensure dans la recherche

Dans le monde académique, l'autocensure désigne le fait pour les chercheurs de s'abstenir de poursuivre ou de partager des idées controversées, ou d'exprimer des positions professionnelles sur des questions sensibles, par anticipation d'un désaccord¹. Reconnaître l'autocensure peut être difficile, en particulier dans les pays où la liberté académique n'est pas directement entravée.

¹ [Norris, P. \(2025\). Cancel culture: Heterodox self-censorship or the curious case of the dog which didn't bark. International Political Science Review, 46\(3\), 422-441.](#)

Les signes d'alerte peuvent inclure :

- ▶ l'obéissance anticipée (voir The Anti-Autocracy Handbook pour plus de détails)²
- ▶ éloigner votre axe de recherche de ce qui vous intéresse réellement vers des sujets plus susceptibles d'attirer des financements privés
- ▶ éviter des sujets de recherche que vous souhaiteriez explorer par crainte que le financement soit retiré ou compromis
- ▶ collaborer avec certaines revues principalement pour leur prestige, en réponse à une pression institutionnelle plutôt qu'à une pertinence académique
- ▶ refuser ou éviter de superviser des mémoires de master ou des thèses de doctorat parce que le sujet pourrait nuire à votre carrière ou provoquer des réactions institutionnelles
- ▶ isoler et dissimuler des résultats de recherche lorsqu'ils entrent en conflit avec le projet politique d'un financeur privé ou avec les convictions de votre gouvernance institutionnelle
- ▶ éviter de travailler avec un chercheur en raison de ses positions politiques, de son engagement militant ou d'un risque réputationnel perçu
- ▶ refuser ou éviter de travailler avec une organisation (internationale) par crainte de représailles ou de conséquences négatives

² Lewandowsky, S. et al. (2025). *The Anti-Autocracy Handbook: A Scholar's Guide to Navigating Democratic Backsliding*. Zenodo. <https://doi.org/10.5281/zenodo.15696097>

L'autocensure dans l'enseignement

Les restrictions auto-imposées à la liberté académique peuvent commencer dans la salle de classe et modifier la relation avec les étudiants. L'autocensure se développe souvent progressivement, à mesure que les enseignants adaptent leurs pratiques pédagogiques, leur langage ou leurs contenus en anticipant d'éventuelles conséquences.

Cela peut inclure

- ▶ choisir ou accepter de modifier le nom d'un cours par crainte de représailles
- ▶ éviter l'utilisation de certains termes ou vocabulaires en classe (cela n'inclut pas les termes discriminatoires susceptibles d'offenser des individus ou des communautés)
- ▶ s'imposer de ne pas utiliser certaines références et de ne pas citer des collègues pour des raisons non académiques
- ▶ éviter des sujets potentiellement controversés (par exemple les études de genre ; les théories critiques de la race) par crainte de retours négatifs ou de plaintes des étudiants

L'autocensure dans le débat public

L'émergence de restrictions personnelles à la liberté académique peut également se manifester dans le débat public, par exemple en évitant d'être associé à certains sujets par crainte de représailles.

Cela peut inclure

- ▶ refuser de signer une pétition par crainte que cela

n'affecte négativement votre emploi ou votre position professionnelle

- ▶ manquer de confiance en soi pour présenter vos recherches publiquement (par exemple à la radio, dans les journaux ou à la télévision) par crainte de réactions négatives ou de mauvaise interprétation
- ▶ se retirer de son rôle d'expert dans des débats publics sensibles (par exemple les crises sanitaires ou les questions de droits humains) afin d'éviter des répercussions personnelles ou professionnelles
- ▶ cesser de dénoncer publiquement la désinformation, même lorsqu'elle relève de votre domaine d'expertise, par crainte de représailles
- ▶ se retirer de la vie politique ou éviter d'y participer, y compris dans l'engagement civique, le plaidoyer ou les prises de parole publiques, en raison des risques perçus

Les effets de l'autocensure sur le corps et l'esprit

Se conformer à des restrictions de vos libertés au travail, en particulier dans un régime autoritaire, peut avoir de graves répercussions sur votre santé physique et mentale. Ces effets sont cumulatifs, et leurs conséquences peuvent être amplifiées si vous êtes victime de harcèlement en ligne ou si vous appartenez à une communauté déjà soumise à des discriminations systémiques (femmes, personnes racisées, etc.).

Cela peut inclure

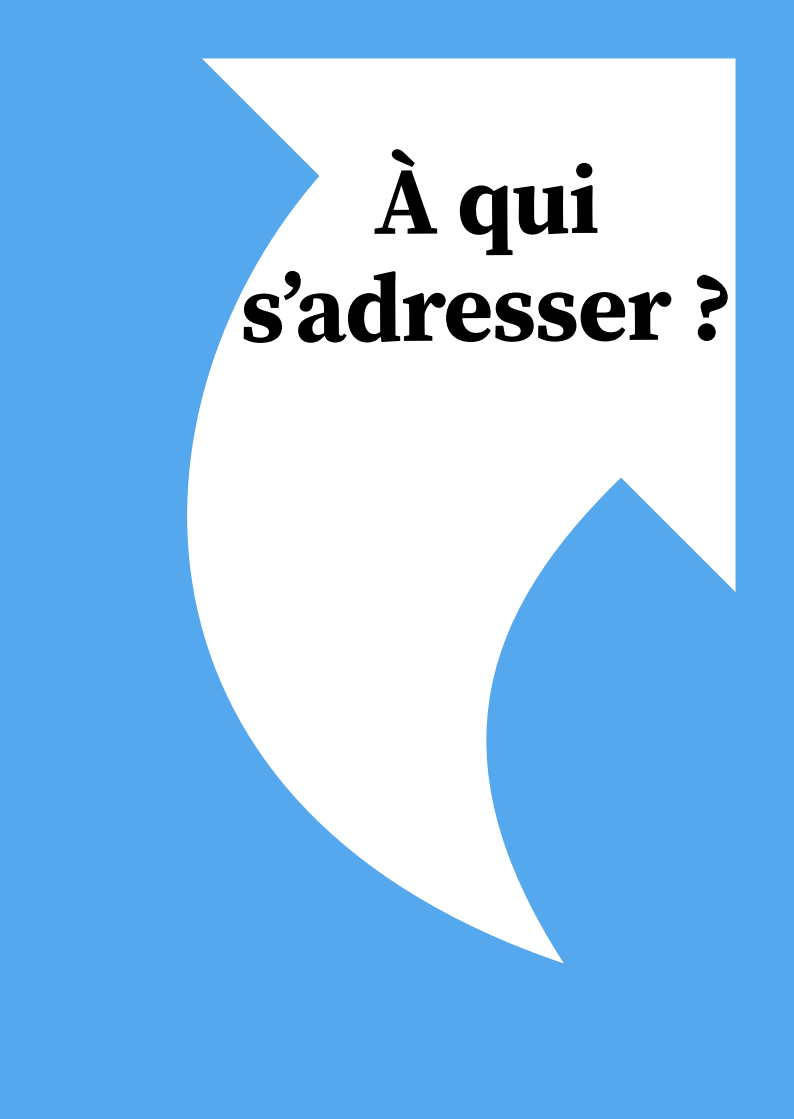
- ▶ un stress constant lié à votre travail ou à votre

financement, créant un sentiment d'incertitude et de vigilance permanentes

- ▶ une perte de motivation à aller travailler, accompagnée d'une résistance croissante aux tâches quotidiennes
- ▶ l'isolement et le retrait, réduisant les contacts avec les collègues, les amis ou les réseaux de soutien
- ▶ ne plus trouver de sens à vos activités professionnelles, avec un sentiment de détachement par rapport à vos objectifs ou à vos valeurs
- ▶ un sentiment d'anxiété ou de déprime, affectant la concentration, l'énergie et le bien-être général
- ▶ des périodes de brouillard mental ou de confusion, rendant la concentration ou la prise de décision difficiles
- ▶ une tension physique persistante, telle qu'une pression dans la poitrine ou un système nerveux chroniquement surstimulé
- ▶ un désir récurrent de quitter le pays, motivé par l'épuisement, la peur ou la recherche de sécurité
- ▶ la suppression de votre identité, incluant des pressions pour dissimuler vos convictions fondamentales, vos valeurs ou certaines parties de vous-même afin d'éviter des conséquences négatives

Bien qu'il soit facile d'ignorer nombre de ces signes d'alerte, ils ne doivent pas être négligés.

Si certains de ces signes correspondent à votre situation personnelle, n'hésitez pas à chercher de l'aide ou à adopter des stratégies de survie. Vous trouverez des liens utiles à la fin de ce guide.



**À qui
s'adresser ?**

Lorsque des signes d'alerte ou des attaques apparaissent, une action rapide et l'accès à l'information sont essentiels. Conservez des traces détaillées des dates, des courriels, des décisions, des témoins et des captures d'écran (notez que cela n'est pas toujours possible, en particulier lorsque vous utilisez une adresse électronique professionnelle). Le soutien peut être recherché aux niveaux institutionnel, professionnel, juridique et international, selon la situation.

Au sein de l'université

Il est important de garder à l'esprit que, dans certaines situations, une plainte formelle peut entraîner des réactions négatives supplémentaires. Il est donc nécessaire de réfléchir attentivement avant d'entreprendre une telle démarche.

- ▶ parler à des collègues de confiance, en particulier ceux qui peuvent vous offrir une perspective éclairante, de la confidentialité ou des conseils pratiques
- ▶ les responsables égalité femmes-hommes ou diversité, qui peuvent fournir un soutien dans les cas de discrimination, de biais ou de traitement inégal
- ▶ les syndicats locaux ou universitaires, qui peuvent conseiller sur les droits, les protections et l'action collective
- ▶ déposer une plainte formelle ou contacter le comité d'éthique (ou son équivalent) en cas de faute ou de violation des procédures
- ▶ le service des ressources humaines, notamment

pour les questions liées aux conditions d'emploi, au harcèlement au travail ou aux irrégularités procédurales

- ▶ demander des explications aux supérieurs hiérarchiques ou aux responsables de département, notamment lorsque les décisions manquent de clarté ou de transparence
- ▶ le médiateur universitaire, une ressource indépendante et confidentielle pour la médiation, le conseil et la résolution de problèmes
- ▶ contacter des collègues ayant récemment quitté l'université, car ils peuvent se sentir plus libres de parler ouvertement de leurs expériences

Pour un soutien juridique

- ▶ conserver une copie de votre contrat de travail, de votre dossier de sécurité sociale et des règlements intérieurs, afin de pouvoir vérifier vos droits, obligations et procédures
- ▶ étudier les contrats, les droits liés à l'emploi et les règlements institutionnels afin de comprendre les procédures de protection dont vous disposez
- ▶ contacter les syndicats, syndicats académiques, comités d'entreprise ou conseils du personnel, qui peuvent apporter conseils et soutien
- ▶ contacter le réseau de médiation de votre université
- ▶ demander un avis juridique ou une représentation, en particulier dans des situations complexes ou escaladées
- ▶ contacter les organismes nationaux de lutte contre

les discriminations ou de promotion de l'égalité, qui peuvent offrir des mécanismes formels de soutien et de contrôle

- ▶ contacter les commissions nationales d'accréditation, notamment lorsque les pratiques institutionnelles soulèvent des inquiétudes quant aux normes ou à la gouvernance
- ▶ contacter d'autres organisations fournissant des conseils juridiques ou fondés sur le droit (par exemple Amnesty International), notamment lorsque des compétences ou une protection externes sont nécessaires

Pour une action collective

- ▶ des collègues de confiance, des associations de faculté ou des réseaux de recherche, qui peuvent offrir une perspective éclairante, discuter des difficultés en toute confidentialité et fournir un soutien collectif
- ▶ des associations professionnelles ou des syndicats, qui peuvent défendre la liberté académique, un traitement équitable et la protection au travail
- ▶ les syndicats universitaires, qui offrent des conseils sur le droit, les procédures et les mécanismes institutionnels
- ▶ des contacts médiatiques ou des journalistes de confiance, qui peuvent aider à mettre en lumière de manière responsable des problèmes systémiques
- ▶ la création de nouveaux réseaux, en particulier

avec des pairs confrontés à des défis similaires, afin de réduire l'isolement et de renforcer la résilience

Pour la sécurité

- ▶ se rendre dans les services de santé au travail, en particulier en cas de symptômes liés au stress ou de problèmes de santé liés à l'emploi
- ▶ conserver une trace de toute donnée médicale liée au cas, y compris les rapports, diagnostics et prescriptions de traitements
- ▶ établir des limites afin d'éviter de « ramener les problèmes du travail à la maison », en protégeant votre espace mental et émotionnel en dehors de l'institution
- ▶ contacter les syndicats afin de garantir votre sécurité au travail et de comprendre les droits et protections dont vous disposez
- ▶ demander conseil à des experts en sécurité numérique, notamment en cas de harcèlement en ligne, de fuite de données ou de cybermenaces
- ▶ signaler les menaces à la police et conserver des preuves détaillées, notamment des captures d'écran, des dates et des descriptions des incidents
- ▶ partager des informations avec des professionnels externes (par exemple psychologues, médecins, police) qui peuvent fournir documentations indépendantes et soutien
- ▶ identifier des collègues de confiance et un professionnel de santé qui pourraient, si nécessaire, témoigner de votre situation ou de ses conséquences

Pour un soutien externe ou international

- ▶ des organisations de défense de la liberté académique (par exemple Scholars at Risk), des organisations de la société civile et de défense des droits humains (par exemple Amnesty International), des observatoires et des organes consultatifs (par exemple Magna Charta Observatory, Commission de Venise)
- ▶ des organismes d'accréditation et d'assurance qualité aux niveaux national et européen (ENQA)
- ▶ le Conseil de l'Europe, la Commission européenne, le Parlement européen et les organismes liés à la liberté académique
- ▶ les représentants des gouvernements nationaux (par exemple ministère de l'Éducation ou de la Recherche)
- ▶ les représentants des gouvernements nationaux (par exemple ministère de l'Éducation ou de la Recherche)

A stylized graphic of an open book. The pages are white, and the background is a solid blue color. The top and bottom edges of the pages are curved, creating a symmetrical, heart-like shape. The title is centered on the left page.

Stratégies de survie

Les académiques qui font face à des pressions institutionnelles peuvent adopter de multiples stratégies pour maintenir la résilience, la sécurité et une continuité professionnelle. Ces stratégies devraient être adaptées au contexte et au niveau de risque. Cela s'inscrit dans les domaines complémentaires suivants :

Déspécification

Ces stratégies de déspécification s'appliquent particulièrement aux personnes qui travaillent dans des pays où leur sécurité est directement en danger car elles peuvent se transformer en auto-censure.

Réduire stratégiquement son exposition politique et institutionnelle en ajustant l'encadrement de votre travail.

- ▶ élargir ou recadrer vos thèmes de recherche afin de les rendre moins sensibles sur le plan politique, tout en continuant à aborder les questions scientifiques fondamentales
- ▶ éviter les mots-clés ou les étiquettes susceptibles d'attirer une attention indésirable notamment en utilisant une terminologie neutre ou technique lorsque cela est approprié
- ▶ organiser des conférences et des ateliers à huis clos, afin de créer des espaces plus sûrs et propices à la discussion, à la collaboration et aux échanges sur des sujets sensibles

Diversification

Renforcer la résilience professionnelle et financière

- ▶ essayer de situer votre travail dans un domaine de recherche moins sujet aux menaces ou moins politique, créant ainsi un espace intellectuel sûr tout en maintenant votre trajectoire de recherche au sens large
- ▶ développer les collaborations, notamment à l'échelle internationale, afin de diversifier les systèmes de soutien, d'accroître la visibilité et de réduire la dépendance vis-à-vis d'une seule institution
- ▶ rechercher des financements auprès de plusieurs sources, afin de renforcer la résilience financière et de réduire la vulnérabilité face aux orientations ou aux pressions d'un seul bailleur de fonds
- ▶ développer un profil de recherche interdisciplinaire, en renforçant la flexibilité, la mobilité et les opportunités dans différents domaines et établissements

Stratégies de protection collective

Miser sur le travail d'équipe pour réduire la vulnérabilité individuelle

- ▶ contactez la direction de votre unité ou de votre université, et attendez-vous à bénéficier d'une protection institutionnelle pour le travail que vous effectuez en leur nom
- ▶ publier et solliciter des subventions en équipe, afin

de renforcer la visibilité collective, le partage du mérite et le soutien mutuel

- ▶ partager les connaissances institutionnelles et favoriser le mentorat entre collègues, afin que l'expertise et l'expérience circulent au lieu de rester cloisonnées
- ▶ n'hésitez pas à contacter des collègues à l'étranger, mais gardez à l'esprit qu'ils travaillent peut-être sous la même pression que vous

Sécurité financière

Travailler sur la stabilité financière au niveau personnel et au niveau professionnel

- ▶ vérifiez vos fonds de pension d'entreprise et vos droits à pension, en vous assurant de bien comprendre le montant de votre épargne et les garanties dont vous bénéficiez
- ▶ demandez conseil à un conseiller financier avant de prendre toute décision importante, notamment si vous envisagez de changer d'emploi, de déménager ou d'engager une procédure judiciaire
- ▶ mettez de côté une petite somme chaque mois, aussi modeste soit-elle, afin de renforcer votre résilience financière et votre indépendance à long terme

Développer des relations

Renforcez votre réseau professionnel et vos soutiens externes.

- ▶ entretenir des relations avec des collègues dans votre pays et à l'étranger, en renforçant les réseaux de soutien académique entre institutions et au-delà des frontières
- ▶ rester en contact avec des journalistes de confiance, qui peuvent contribuer à attirer l'attention sur des problèmes systémiques de manière responsable lorsque cela est approprié
- ▶ construire et renforcer des associations professionnelles, des collectifs et des réseaux de recherche, afin de créer résilience collective et plaidoyer partagé
- ▶ utiliser de manière stratégique les ressources des organisations existantes, en tirant parti de leurs outils, de leur expertise et de leur visibilité
- ▶ établir des alliances inattendues et identifier des acteurs influents favorables, afin d'élargir votre cercle d'alliés au delà des structures académiques traditionnelles
- ▶ établir des liens avec des conseillers juridiques ou des avocats, afin de garantir l'accès à des conseils éclairés lorsque des pressions institutionnelles ou externes apparaissent

Soutien en matière de santé mentale et de bien-être

Rassemblez des ressources pour protéger votre santé mentale.

- ▶ avoir accès à un thérapeute ou conseiller de confiance et disponible, capable de vous aider à gérer le stress, l'anxiété ou l'épuisement professionnel
- ▶ former un groupe de soutien ou un cercle de pairs dans lequel vous pouvez vous exprimer librement sans conséquences institutionnelles
- ▶ prévoir un espace sécurisé de décompression émotionnelle, avec des moments et des activités réguliers vous permettant de vous éloigner des pressions académiques (par exemple, des loisirs)
- ▶ écouter et s'appuyer sur des collègues et amis de confiance capables de vous aider à reconnaître les premiers signes de surcharge et à encourager l'établissement de limites protectrices
- ▶ construire un réseau capable d'apporter une aide concrète en cas de crise (par exemple logistiques, support dans la vie quotidienne, manque d'accès à un VPN ou à un ordinateur professionnel...)
- ▶ développer des relations qui renforcent votre sentiment d'appartenance et votre dignité, indépendamment des difficultés institutionnelles

Utiliser le pouvoir de la communication

Les initiatives de communication, bien que bénéfiques, peuvent également susciter des réactions négatives, et il est nécessaire de s'y préparer avant de prendre la parole publiquement.

L'usage de la communication pour protéger votre position et influencer les résultats comprend :

- ▶ éviter un langage trop technique lors d'interventions auprès d'un large public, afin de rendre votre message accessible et compréhensible
- ▶ participer aux débats publics pour discuter des enjeux plutôt que pour prendre parti, en apportant de la nuance plutôt que de la polarisation
- ▶ mobiliser de manière stratégique votre autorité académique, en utilisant votre expertise pour soutenir des objectifs réfléchis avec crédibilité
- ▶ maintenir une présence sur les réseaux sociaux tout en protégeant vos données personnelles
- ▶ recourir au silence stratégique lorsque cela est approprié afin de réduire les conflits, éviter les escalades et protéger votre bien être émotionnel
- ▶ s'appuyer sur les cadres juridiques et institutionnels pour supporter votre position et fonder vos actions sur des droits et des procédures bien établis
- ▶ utiliser avec prudence les procédures de plainte formelle, les débats et les rapports, en évaluant les risques potentiels avant de passer à l'action

- ▶ se préparer à un éventuel étiquetage négatif (par exemple être appelé traître) lorsque vous prenez certaines positions basées sur des faits

Stratégies de sortie ou de mobilité

Créer des options de relocalisation ou de mobilité professionnelle comme filet de sécurité, tout en gardant en tête que certaines obligations peuvent limiter ces options

- ▶ étudier la possibilité de postes de professeur invité ou d'affiliations à l'étranger, créant ainsi des refuges académiques qui permettent de maintenir la stabilité et la continuité intellectuelle
- ▶ rechercher des opportunités d'emploi alternatives, garder des options ouvertes en cas de transition nécessaire
- ▶ candidater à des bourses internationales qui peuvent apporter un support financier, une reconnaissance académique et des opportunités de mobilité
- ▶ développer des réseaux externes pour supporter de futures transitions en s'assurant d'avoir des contacts qui peuvent vous aider
- ▶ se renseigner sur ses droits à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de votre institution, incluant les protections liées à l'emploi, les règles relatives aux visa et les modèles de libertés académiques
- ▶ conserver des copies numériques de ses documents, certificats et diplômes scannés sur une clé USB et un Cloud sûr

**Résilience
numérique et
protection des
données**

La confidentialité de vos données personnelles est essentielle, en particulier en période d'instabilité. Il est donc important de savoir comment protéger vos données personnelles et renforcer votre résilience numérique.

Protéger vos données au quotidien

Ces quelques précautions peuvent vous aider à éviter les fuites ou les vols de données :

- ▶ utiliser un filtre de confidentialité pour écran
- ▶ bloquer la connexion USB lorsque votre téléphone est verrouillé
- ▶ utiliser un bloqueur de données USB
- ▶ installer un gestionnaire de mots de passe
- ▶ ne pas utiliser le même mot de passe pour chaque site
- ▶ ne pas stocker de données professionnelles sur votre téléphone personnel (et inversement)
- ▶ ne pas enregistrer les mots de passe dans le navigateur de votre poste de travail
- ▶ ne pas utiliser de Wi-Fi public pour accéder à des serveurs importants (par exemple, données, cloud, etc.)

Protéger vos données lors de déplacements

Lorsque vous voyagez en dehors de l'espace Schengen, en particulier vers des pays où les libertés sont restreintes, vous devez suivre certaines bonnes pratiques en matière de protection des données.

Cela inclut

- ▶ toujours garder votre ordinateur sous surveillance
- ▶ éteindre vos appareils électroniques pendant les déplacements
- ▶ si vous voyagez vers un pays aux libertés limitées, supprimer toute trace en ligne de votre opposition au régime
- ▶ ne pas résister aux autorités locales si elles demandent l'accès à vos appareils, données personnelles, objets de recherche ou informations d'identification
- ▶ ne pas stocker de données importantes sur votre ordinateur portable ; les stocker dans un cloud conforme au RGPD

Protéger les données liées à votre recherche

En tant que chercheur, vos données peuvent contenir des informations personnelles et sensibles concernant de nombreuses personnes. Leur protection est essentielle, en particulier si vos recherches portent sur des sujets sensibles.

Cela inclut

- ▶ utiliser la pseudonymisation (par exemple, générateur de nombres aléatoires)
- ▶ utiliser un token USB pour stocker en toute sécurité des informations sensibles
- ▶ utiliser l'authentification multifactorielle pour accéder à des bases de données sensibles
- ▶ ne pas stocker de données confidentielles sur des

systèmes non conformes au RGPD (par exemple, Google Drive, disque dur non-crypté, etc.)

- ▶ privilégier autant que possible des alternatives européennes pour les services numériques
- ▶ conserver les données uniquement pendant la durée nécessaire à la recherche

Que faire si vos données ont été compromises / volées ?

Malgré les précautions, vos données personnelles ou de recherche peuvent être volées ou compromises.

Voici les mesures à prendre dans une telle situation

- ▶ modifier les mots de passe concernés
- ▶ couper l'accès à la base de données ou au serveur si nécessaire
- ▶ évaluer la gravité de la situation (quelles données, combien de personnes concernées)
- ▶ notifier l'autorité de contrôle dans un délai de 72 heures

Lectures recommandées

1. Academic Freedom Index. Friedrich-Alexander-Universität Erlangen-Nürnberg (FAU) & V-Dem Institute (2020). <https://academic-freedom-index.net>
2. Agasisti, T., et al. (2018). Academic resilience: What schools and countries do to help disadvantaged students succeed in PISA. OECD Education Working Papers, No. 167. OECD Publishing, Paris. <https://doi.org/10.1787/e22490ac-en>
3. Brøgger, K., & Dakowska, D. (2026). Academic Freedom, Openness and the Shifting Geopolitics of European Higher Education. In K. Brøgger, H. Moscovitz, S. Robertson, & J. J. Lee (Eds.), World Yearbook of Education 2026: The Shifting Geopolitics of Higher Education: Knowledge, Power, Protest. Routledge.
4. Cassidy, S. (2016). The Academic Resilience Scale (ARS-30): A new multidimensional construct measure. Frontiers in Psychology, 7, 1787. <https://doi.org/10.3389/fpsyg.2016.01787>
5. Council of Europe. (2012). Recommendation CM/Rec(2012)7 of the Committee of Ministers to member States on the responsibility of public authorities for academic freedom and institutional autonomy. <https://search.coe.int/cm?i=09000016805ca6f8>
6. Darian-Smith, E. (2025). The global attack on academic freedom: The limits and potentials of international law. London Review of International Law, 13(2), 135–145. <https://doi.org/10.1093/lril/lraf012>
7. Ergas, Y., Kochkorova, J., Pető, A., & Trujillo, N. (2022). Disputing "Gender" in academia: Illiberalism and the politics of knowledge. Politics and Governance, 10(4), 121–131. <https://doi.org/10.17645/pag.v10i4.5529>
8. Frangeville, V. Merlin, A. Sfeir, J. Vandamme, P-E. (2021) La liberté académique, enjeux et menaces. Maison des Sciences Humaines. <https://msh.ulb.ac.be/fr/publications/la-liberte-academique-enjeux-et-menaces>
9. GATE, (2024) "Recognizing, Documenting, and Addressing Anti-Gender Opposition" <https://gate.ngo/wp->

10. Joint Statement on behalf of a group of 74 countries on academic freedom. (2023, 52nd Session, Human Rights Council). <https://onu-geneve.delegfrance.org/Joint-declaration-on-Academic-freedom>
11. Lewandowsky, S., Kempe, V., Armaos, K., Hahn, U., Abels, C. M., Wibisono, S., Louis, W., Sah, S., Pagel, C., Jankowicz, N., DiResta, R., Markolin, P., Schönnemann, H., Hertwig, R., Crull, H., Mauer, B., Holford, D., Lopez-Lopez, E., & Cook, J. (2025). The Anti-Autocracy Handbook: A Scholar's Guide to Navigating Democratic Backsliding. Zenodo. <https://doi.org/10.5281/zenodo.15696097>
12. Maassen, P., Elken, M., & Jungblut, J. (2025). De facto Academic Freedom in the European Union – Threats and Trends. *European Review*, 33(S1), S28–S43. <https://doi.org/10.1017/S1062798725000134>
13. Pető, A. (2024). Four reasons why Gender Studies has changed because of illiberal attacks, and why it matters. *Berliner Blätter*, 88, 111–115. <https://doi.org/10.18452/27986>
14. Pető, A., Dragolea, A., & Florian, B. (2025). Illiberal politics and threats against academic freedom. In *World Yearbook of Education 2026* (1st ed., pp. 14–). Routledge.
15. Roberts Lyer, K. (2025, October 17). Academic freedom as a human right: Academic freedom in Europe. *VerfBlog*. <https://verfassungsblog.de/academic-freedom-humanright>
<https://doi.org/10.59704/c46ec42249da7ec2>
16. Roberts Lyer, K., Saliba, I., & Spannagel, J. (2022). Decline in university autonomy: Causes, responses, and implications for academic freedom. Routledge.
17. Slowey, M., & Taylor, R. (Eds.). (2024). Academic freedom in higher education: Core value or elite privilege? (1st ed., pp. 226). Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781003363262>

18. UNESCO. (1997). Recommendation concerning the status of higher-education teaching personnel. <https://www.unesco.org/en/legal-affairs/recommendation-concerning-status-higher-education-teaching-personnel>

19. Working Group on Academic Freedom. (2024). Principles for implementing the right to academic freedom. A/HRC/56/CRP.2. <https://www.ohchr.org/en/documents/thematic-reports/ahrc56crp2-principles-implementing-right-academic-freedom-working-group>

Liens utiles

Des liens supplémentaires ainsi que des contacts de syndicats par pays sont disponibles sur www.academicresilience.eu

International

www.scholarsatrisk.org

www.academicssolidarity.com/en/supporting-persecuted-or-war-affected-scholars-through-academic-solidarity

www.amnesty.org/en

Europe

www.magna-charta.org

www.coe.int/en/web/venice-commission

www.coe.int/en/web/portal

France

www.afsp.info/activites/observatoire-oala

<https://liberte-academique.fr>

<https://caalap.fr>

<https://roqueesr.fr>

<https://semomm.hypotheses.org>

<https://libexpress.hypotheses.org/>

USA

www.silencingscience.org

www.aaup.org

Ce guide a été élaboré dans le cadre des Actions COST « Rising nationalism, shifting geopolitics, and the future of European higher education/research openness » (OPEN) et « Democratization at stake? Comparing Anti-Gender Politics in CEE and NME countries » (Antigender-Politics). Il s'appuie sur les formations à la résilience académique organisées à Tirana (juin 2025) et à Vienne (février 2026), ainsi que sur les réflexions collectives qui en ont émergé.

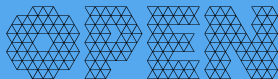
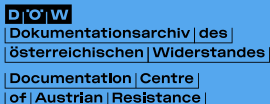
Remerciements

Les auteurs souhaitent remercier les relecteurs de ce guide: Rebecka Lettevall, Friedrich Cain, Elena Mandaji, Paula Silvén, Otilia Torda, Reina Zenelaj, Katja Brøgger, Mentor Beqa, Hannah Moscovitz, Andreas Oberprantacher et Bernhard Weidinger.

À travers l'Europe et au-delà, l'enseignement supérieur est transformé par l'austérité, les ingérences politiques et les systèmes de gestion fondés sur l'intelligence artificielle, modifiant la gouvernance, les priorités de recherche et la vie académique quotidienne dans un contexte d'incertitude croissante.

Ce guide comble l'écart entre la recherche critique et le soutien pratique, en proposant un cadre concret et flexible fondé sur quinze années d'étude de points de tension institutionnels.

Il ambitionne d'aider les acteurs académiques à reconnaître les signaux d'alerte précoces, à comprendre les causes structurelles et à répondre de manière proportionnée et efficace.



Österreichische
Hochschüler_innenschaft